

KARL KAISER

Associé du projet sur l'Europe et les relations transatlantiques au Belfer Center for Science and International Affairs, professeur adjoint émérite en politique publique à la Harvard Kennedy School, ancien directeur du German Council on Foreign Relations, ancien conseiller auprès des chanceliers Brandt et Schmidt

Thierry de Montbrial

Maintenant, je vais passer la parole à un vieux complice, Karl Kaiser. Je dis « vieux complice », en fait en anglais c'est un *friend of long standing*. Cela évite de parler de « vieux complice », mais il est quand même un vieux complice, un ami, car nous nous connaissons depuis le milieu des années 70 et nous avons travaillé de longues années ensemble, quand il était le patron de la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik à Bonn, puis à Berlin, et qui depuis un certain nombre d'années vit aux Etats-Unis, à Harvard. Mon cher Karl, je te passe la parole avec joie.

Karl Kaiser

Merci Thierry pour ces paroles sympathiques et, en effet, cela fait longtemps que nous nous connaissons, et j'en suis plus que ravi. Je ne peux que vous féliciter pour ce que vous avez réussi en créant l'IFRI puis cette conférence, deux initiatives couronnées de succès.

Cette conférence m'incite à vous livrer certaines réflexions sur la situation géopolitique à long terme ainsi que sur le monde de demain. Ce monde qui sera un nouveau G2 : deux grandes puissances dominant la structure internationale, à savoir les États-Unis et la Chine dans une relation de rivalité, et comparable au monde bipolaire que nous avons connu au cours de la guerre froide.

Dans la plus pure tradition française, je diviserai mon intervention en trois parties. Qui détruit actuellement l'ordre mondial créé après la seconde guerre mondiale ? Avant tout l'Amérique de Trump, ce même pays qui a pourtant participé à la construction de cet ordre mondial, et cette fois en quittant par exemple l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, portant ainsi un coup à la non-prolifération, une politique qui a pourtant été mise en place après la guerre. On pourrait en dire autant de la politique américaine à l'égard de la Corée du Nord, et de la décision des États-Unis de quitter l'accord de Paris, de quitter l'accord de partenariat transpacifique, qui était une tentative d'organiser l'espace Asie-Pacifique, afin que la Chine ne soit pas seule à définir les règles du jeu. La destruction de l'Organisation mondiale du commerce, l'imposition de barrières douanières à la France et à ses alliés, la distanciation vis-à-vis de la plus grande réussite de la politique étrangère américaine, le soutien à l'intégration européenne, la remise en question des alliances et l'utilisation du dollar, parfois même abusivement, pour imposer les objectifs de politique étrangère au reste du monde. C'est une tentative qui a déjà connu un certain succès et que nous avons déjà abordée lors d'un précédent débat.

Demeure toutefois le grand challenger, la Chine, qui se pose en défenseur du multilatéralisme, de l'État de droit international et des institutions internationales. Je dirais toutefois qu'il s'agit là d'une position intermédiaire. Si on s'intéresse à la Belt and Road initiative, et c'est ce que nous avons fait avec Kevin Rudd, celle-ci donne naissance à un large système de dépendance bilatérale des états amicaux sinon complaisants, y compris des activités en Amérique latine et en Afrique nourrissant le même objectif. Je vous rappelle que le pays qui plaide en faveur d'un monde de demain guidé par une organisation internationale, le droit international et le multilatéralisme, a décidé de négliger totalement la décision de la cour internationale de La Haye sur la démilitarisation des îles de la mer de Chine méridionale. J'ai trouvé que cela était très bien résumé par une remarque d'Eric Li lors du débat sur Hong Kong, quand il a déclaré que nous devons remplacer l'universalisme hégémonique qui consiste à définir les règles de mondialisation

par un seul pays (les États-Unis) par un système où tout le monde définit les règles de la mondialisation par lui-même (sous l'égide de la Chine).

Deuxièmement, nous devons nous intéresser à l'impact qu'ont certaines tendances globales sur ce monde G2 émergent. J'aimerais en évoquer trois dont je pense que leur impact est sous-estimé. Ces trois dimensions ont été abordées ici et j'espère que la World Policy Conference continuera d'en discuter dans les années à venir. Premièrement, la cyberguerre. À cet égard, nous entrons dans une nouvelle ère. Je pense que Jean-Louis Gergorin a raison de parler d'innovation « clauzewitzienne », soit la continuation de la politique par d'autres moyens, à savoir la cyberguerre, qui remplace les guerres traditionnelles. De fait, la cyberactivité permet aujourd'hui d'affecter la politique d'un autre pays sans même disposer d'une armée en ordre de marche. On pourrait avancer, comme je l'ai fait lors du débat, que Poutine a réussi à placer un de ses hommes à la Maison-Blanche grâce à la cyberactivité, au prix d'un simple avion de combat. Quel succès ! Voici la nouvelle ère dans laquelle nous entrons. Certains d'entre vous ont assisté à la discussion que j'ai eue avec John Sawyers qui disait qu'il s'agissait d'un problème pour les pays autoritaires, notamment parce qu'ils sont très instables, et parce que les démocraties disposent de systèmes de séparation des pouvoirs. Néanmoins, les démocraties présentent aussi des faiblesses spécifiques en ceci qu'elles sont ouvertes, que leurs réseaux sociaux sont ouverts et concrètement hors du contrôle des pouvoirs publics. Nous croyons à la liberté d'expression, de sorte que les cyberattaques sont plus faciles à mener dans les démocraties. Pour ceux qui suivent la politique américaine actuelle, c'est la majorité au Sénat qui bloque la réglementation pour protéger l'élection de 2020 contre de nouvelles cyberactivités qui pourraient avoir un impact sur le résultat du scrutin.

La deuxième tendance qui exerce une influence sur le système international, c'est le changement climatique. Avons-nous véritablement réfléchi à son influence sur la politique internationale ? Voici une mission pour l'avenir : imaginez que le réchauffement climatique dépasse les 2 ou 3 degrés – des hypothèses que Laurent Fabius a évoquées. Les États-Unis ont déjà perdu une ville entière en Californie et d'autres villes tomberont. Les villes côtières devront être évacuées. En d'autres termes, la réaffectation des ressources dans des économies déjà mises à mal va être considérable. Qu'est-ce que cela implique pour les besoins d'espaces si ces espaces disparaissent ?

Enfin, j'aimerais parler des migrations. Celles-ci ont profondément impacté et modifié la politique intérieure des États européens et des États-Unis, et cela continuera d'être encore plus problématique pour l'Europe car l'Amérique est entourée d'océans. À mesure que l'Afrique se développe, 2,5 milliards d'habitants d'ici à 2050, 4 à 5 milliards d'ici à la fin du siècle, les pressions de la part du Sud vont être considérables et, à moins d'un changement fondamental de politique pour aider les gens à rester là où ils sont, eh bien, ils chercheront à gagner le Nord. Ce qui requiert un changement de paradigme dans la politique de l'Europe à l'égard de l'Afrique.

Le troisième point concerne la relation américano-européenne dans ce monde régi par le G2. Souvenons-nous tout d'abord que les États-Unis et l'Europe sont le cœur de l'Occident, de la démocratie occidentale, des droits de l'Homme et des relations pacifiques entre les États. Cela a toujours été leur fonction et cela le restera. Deuxièmement, ils enregistrent le degré le plus élevé d'intégration économique de deux grands espaces. 50 % de tous les échanges transatlantiques sont des échanges intra-entreprises. L'Europe et l'Amérique sont très fortement intégrées dans leurs économies et les échanges sociétaux. L'Europe a réagi à l'élection de Trump par une stratégie qui consiste à s'en tenir aux anciennes règles, à soutenir les institutions en place, et à confiner au maximum la politique du président américain. Par exemple, le Japon et l'Union européenne ont conclu un accord commercial, de même que l'Union européenne et le Canada ou le Mercosur. Vous avez entendu le débat ici qui décrivait comment l'Amérique a évolué et combien on constate une continuité dans la pensée américaine : concrètement, Trump poursuit les politiques préexistantes. Gardez toutefois à l'esprit qu'il ne s'agit pas là de l'opinion du public américain. Une autre Amérique existe en dehors de Trump. Les sondages du Chicago Council on Global Affairs indiquent que 87 % des Américains croient à la pertinence des échanges internationaux, 70 % soutiennent les engagements de l'OTAN. En réalité, ces chiffres augmentent même depuis l'élection de Trump. En outre, le Congrès adopte un point de vue très différent par rapport à celui de Trump sur nombre de politiques étrangères. Ne supposons donc pas que ce que fait Trump aujourd'hui correspond nécessairement à la future politique de l'Amérique.

Face à cette pression, l'Union européenne unit ses efforts. L'Union est divisée sur bien des aspects mais elle prend aussi de plus en plus conscience de la nécessité d'agir de manière autonome. Ce qui pourrait se faire par le biais des nations de principe, un concept que les institutions européennes, y compris l'IFRI, ont développé conjointement il y a

de cela quelques années. Un exemple en a été fourni hier quand la France et l'Allemagne ont publié une déclaration commune sur la Turquie. D'autres nations de principe existeront dans l'Union européenne. Même après le Brexit, la Grande-Bretagne restera rattachée au groupe européen. Des discussions se déroulent à l'heure actuelle sur un vote à la majorité, qui verra sûrement le jour.

Pour conclure, je dirais que dans un monde bipolaire, dominé par la rivalité du G2 Chine États-Unis, les États-Unis continueront d'avoir besoin de l'Europe. Les États-Unis ne peuvent pas permettre à la Chine de dominer la frange occidentale de l'Eurasie. C'est un fait géopolitique établi. L'Europe a également besoin des États-Unis pour survivre face à ce type de rivalité. Enfin, pour la même raison, l'Europe cherchera à se rapprocher de la Russie car dans ce monde de demain, une Russie qui deviendrait un satellite permanent de la Chine ne serait absolument pas dans l'intérêt ni de l'Europe ni des États-Unis.

Thierry de Montbrial

Thank you very much, Karl. Karl Kaiser alluded to this concept of principle nations that we indeed elaborated together with the American Council on Foreign Relations and Chatham House in 1979, the year of the creation of IFRI. That was a common report called, *Sharing International Responsibility* and I think if we reread that 40-year old report we will probably find all the major concepts that could be useful today. Nevertheless, I find you a little bit WASP because of your Harvard life. I am not sure that everyone would agree with your optimism about the US and NATO, but perhaps we will discuss that later if we have time.